
Commissaire aux Comptes
Expert comptable DPLE
Diplômé Hautes Etudes Commerciales et financières
Ecole supérieure de Commerce de PAU

I C A M site de TOULOUSE
INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS
SITE DE TOULOUSE
Association 1901
75, Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE

Siret : 399 252 154 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

I C A M site de TOULOUSE
INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS
SITE DE TOULOUSE
Association 1901
75, Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE

Siret : 399 252 154 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'Association
Institut Catholique d'Arts et Métiers site de Toulouse;

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Catholique d'Arts et Métiers site de Toulouse relatifs à l'exercice de 12 mois, clos le 31 Décembre 2022, faisant état d'un résultat excédentaire de 56 704,09 €, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- appréciation sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur la position raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.
- pour ce qui concerne la gestion des subventions reçues, les produits constatés d'avance, la justification des provisions et les charges à payer, nous nous sommes attachés à en vérifier le principe de permanence des méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre de cet audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colomiers, le 05 JUIN 2023

Le Commissaire Aux Comptes
Xavier PELICOT



BILAN - Icam Toulouse

ACTIF

	ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	494 405	491 005	3 400	2 141
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	494 405	491 005	3 400	2 141
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)			0	0
	- Constructions sur sol propre			0	0
	- Constructions sur sol d'autrui	6 827 003	3 720 442	3 106 561	3 194 064
	- Installations techniques, matériel et outillage	5 723 387	4 798 397	924 990	958 564
	- Autres	2 128 653	1 898 321	230 332	283 657
	- Immobilisations corporelles en cours	196 718		196 718	488
	- Avances et acomptes			0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 875 761	10 417 159	4 458 602	4 436 773
A C T I F C I R C U L A N T	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés			0	0
	- Prêts	156 579		156 579	140 198
	- Autres	100		100	100
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	156 679	0	156 679	140 298
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	15 526 845	10 908 164	4 618 681	4 579 212
	STOCKS ET EN-COURS	215 822		215 822	131 532
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES			0	0
	CREANCES :				
	- Clients divers	3 889 420	198 296	3 691 124	3 970 379
	- Personnel et organismes sociaux	1 000		1 000	1 000
	- Etat et autres collectivités publiques	1 128 112		1 128 112	700 239
	- Autres	989 545		989 545	544 499
	TOTAL CREANCES	6 008 077	198 296	5 809 781	5 216 117
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			0	298 212
	DISPONIBILITES	2 934 759		2 934 759	3 016 777
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	100 031		100 031	75 125
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	9 258 689	198 296	9 060 393	8 737 763
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	24 785 534	11 106 460	13 679 074	13 316 975



BILAN - Icam Toulouse

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires	1 199 299	1 199 299
	- Fonds propres complémentaires		
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
R O V I S I O N	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	5 174 938	4 910 583
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	56 704	264 355
	TOTAL SITUATION NETTE	6 430 941	6 374 237
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	631 745	599 783
	- Amortissement des subventions d'investissement		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
D E T T E S	TOTAL FONDS PROPRES (I)	7 062 686	6 974 020
	FONDS REPORTES ET DEDES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	6 986	9 595
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDES (II)	6 986	9 595
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	7 500	68 422
	- Provisions pour pensions et obligations similaires		
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges	307 821	285 139
①	TOTAL PROVISIONS (III)	315 321	353 561
	DETTES		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	1 624 088	1 839 058
	- Avances et acomptes reçus des usagers		
	- Dettes fournisseurs	347 713	457 279
	- Dettes fiscales et sociales	981 622	950 798
	- Dettes sur immobilisations	135 018	
	- Autres dettes	17 241	
	- Produits constatés d'avance	3 188 400	2 732 664
	TOTAL DETTES (IV)	6 294 081	5 979 799
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	13 679 074	13 316 975

① Dont à plus d'un an : 1.419 Keuros / dont à moins d'un an : 205 Keuros

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

0



COMPTE DE RESULTAT ICAM Toulouse

	2022	2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	4 119 230	3 697 148
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	2 757 109	2 761 957
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	1 110 340	1 133 269
Produits des activités annexes	83 222	40 522
Concours publics et subventions d'exploitation	294 515	1 368 274
Contributions financières	1 097 987	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	533 358	636 748
Utilisation de fonds dédiés	2 609	
Autres produits de gestion courante	89 481	10
TOTAL 1	10 087 851	9 637 928
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	312 300	
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	25 666	785 966
Variation de stocks	-61 545	-26 892
Autres charges externes	2 306 533	1 645 927
Impôts, taxes et versements assimilés	206 260	202 257
Salaires et traitements	3 700 007	3 395 915
Charges sociales	1 630 485	1 528 574
Dotations aux amortissements des immobilisations	643 285	622 640
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	31 022	52 709
Dotations aux provisions	43 602	128 253
Autres charges de gestion courante	1 440 762	1 311 794
TOTAL 2	10 278 379	9 647 144
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-190 528	-9 216
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3		
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		1 599
Autres intérêts et produits assimilés	1 307	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 824	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 5	8 131	1 599
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	57 943	76 562
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 6	57 943	76 562
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-49 812	-74 963
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-240 340	-84 179
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	48 425	68 269
Sur opérations en capital		2 500
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
TOTAL 7	48 425	70 769
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	124 332	22 235
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL 8	124 332	22 235
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	-75 907	48 534
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9	-372 951	-300 000
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	10 144 406	9 710 296
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	10 087 702	9 445 941
EXCEDENT OU DEFICIT	56 704	264 355
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Emplois des contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		
Contributions reçues		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

ICAM Toulouse

ANNEXE AU BILAN 2022

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam Toulouse est une association loi 1901.

L'Association a pour objet de :

Mettre en œuvre les formations nécessaires correspondantes aux diplômes d'ingénieur délivrés par l'Icam.

Créer ou développer des formations continues, des formations initiales par alternance et apprentissage et des formations de promotion sociale dans les domaines qui lui sont propres, conformément aux besoins des branches professionnelles ou aux besoins des entreprises partenaires.

Créer ou développer des formations au-delà du diplôme d'ingénieur :

- par le développement des recherches fondamentales et appliquées ;
- par le transfert technologique et plus généralement par la réalisation de toute collaboration avec les entreprises ;
- par la mise en place de toutes actions nécessaires à la diffusion et à la promotion des savoir-faire de ses départements spécialisés au service de l'industrie et de la recherche.

Acquérir, louer, construire, tout bâtiment pour la mise en œuvre du présent objet de l'association.

Garantir son appartenance à l'Icam, selon les termes de la charte d'appartenance et les développements stratégiques de l'Icam.

Garantir la protection et le droit d'usage de la marque Icam et du logo selon les termes de la charte graphique.

D'une manière générale, l'Association pourra participer à toute structure ou association dont la finalité est compatible avec les missions décrites ci-dessus, concourant au développement des recherches ou de l'enseignement technologique ainsi qu'à la formation des cadres de l'industrie aux techniques de management.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-206 ET, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	3 ans
Bâtiment	30 ans
Aménagements intérieurs du bâtiment	10 ans
Matériels et outillages lourds	8 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés dans les comptes et sont calculés en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
- Taux d'actualisation : 2,50 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2022	Acquisitions	Cessions Rebut	31/12/2022
Immos incorporelles	492	3		495
Immos corporelles	14 212	664		14 876
Immos en cours et acomptes				-
Immos financières	140	16		156
TOTAL	14 844	683	-	15 527

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

	AMORTISSEMENTS			
	01/01/2022	Dotations	Sorties	31/12/2022
Immos incorp.	489	1		491
Immos corpor.	9 776	642		10 417
TOTAL	10 265	643	-	10 908

2.3 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	157		157
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachés	3 889	3 889	
Personnel	1	1	
Etat	1 128	1 128	
Débiteurs divers	990	990	
Autres comptes	100	100	
TOTAL CREANCES	6 265	6 108	157

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant	Échéance		
		à moins d'un	de un à cinq	à plus de cinq
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	1 624	205	529	890
Trésorerie court terme				
<i>Autres dettes</i>				
Dettes fournisseurs	348	348		
Dettes fournisseurs d'immos	-	-		
Dettes fiscales et sociales	982	982		
Créditeurs divers	17	17		
Autres comptes	3 188	3 188		
TOTAL DETTES	6 159	4 740	529	890

2.4 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **100 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **3.188 K€** et sont liés à l'exploitation.

2.5 Variation des fonds propres

La variation des fonds propres est la suivante :

	01/01/2022	+	-	31/12/2022
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 199			1 199
Report à nouveau créateur	4 911	264		5 175
Report à nouveau débiteur				0
Résultat de l'exercice	264	57	264	57
<i>Autres fonds associatifs</i>				
Fonds associatifs avec droit de reprise				0
Subventions d'investissement	927	60		987
Amts subv. d'investissement	-328	-27		-355
TOTAL	6 973	354	264	7 063

Affectation du bénéfice de 2021 de + 264 K€ en report à nouveau.

L'amortissement 2022 des subventions d'investissement s'établit à 27 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.6 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2022	Dotations	Reprises	31/12/2022
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>				
Créances				-
<i>Prov. pour risques et charges</i>				
Litiges	68		61	7
Provisions indemnités retraite	285	44	21	308
Autres				

2.7 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2022
Fournisseurs	72
Personnel et comptes rattachés	531
Etat et comptes rattachés	-
Divers et comptes rattachés	-
Trésorerie et comptes rattachés	-
TOTAL	603

Produits à recevoir	31/12/2022
Clients	
Personnel et comptes rattachés	
Etat et comptes rattachés	451
Divers et comptes rattachés	510
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	960

2.8 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2022
Avals, cautions, garanties	-
Autres engagements	-
TOTAL	-

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation (hors reprises sur prov)	31/12/2022	31/12/2021
Scolarités	4 119	3 697
Financement de l'apprentissage	2 429	2485
Formation continue d'ingénieurs	328	271
Formation Professionnelle		
Produits des laboratoires (hors subventions)	819	764
Production atelier & école de production	263	369
Activités annexes	83	47
Subventions Etat (MESRI)	299	283
Subventions Région (financement apprentissage)		60
Subventions Collectivités locales (divers)	224	
Subventions recherche académique	316	225
Taxe d'apprentissage	295	317
Autres subventions et dons	259	430
Contributions financières	89	54
Autres produits d'exploitation	30	
Locations diverses		
Transferts de charges	438	376
TOTAL	9 993	9 378

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2022	
	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>		
Entreprises		
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics		
Entreprises	144	43,8%
Particuliers	73	22,3%
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>		
Instances Européennes (FSE)		
Etat		0,0%
Régions		0,0%
Autres collectivités territoriales		0,0%
<i>3 - Autres</i>		
Autres organismes de formation		0,0%
Autres ressources	111	33,9%
Total des Ressources FC	328	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2022	31/12/2021
Premier cycle (lycées partenaires)	140	128
Enseignement sur autres sites du Groupe ICAM		
Missions pour le groupe	180	153
Services mutualisés entre structures ICAM	102	82
Autres transferts de charges	16	13
TOTAL	438	376

Résultat exceptionnel

	31/12/2022 (en K€)
Résultat exceptionnel	3
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	18
Produits exceptionnels sur ventes d'immobilisations	
Amortissements de subventions d'investissement	27
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-1
Autres	-123
TOTAL	-76

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2022 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2022.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2022 (ETP) : 81 salariés

- Permanents en CDI : 76 personnes
- Permanents en CDD : 5 personnes

Effectif moyen année civile 2021 (ETP) : 75 salariés

- Permanents en CDI : 73 personnes
- Permanents en CDD : 2 personnes

5.4 Impôt sur les sociétés

Impôts sur les sociétés à taux réduit : 0 K€

Crédit d'impôt Recherche : -373 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2022 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Icam	180 (a)	1 249 (c)
Icam Ouest	14	
Icam Lille		10
Icam Grand Paris Sud		
Les Amis de l'Icam	95	
Fondation Féron Vrau		311 (d)
TOTAL	289	1 570

- (a) Les produits réalisés avec l'Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et à des refacturations diverses.
- (b) Les charges facturées par l'Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances) et à des refacturations diverses.
- (c) Les charges facturées par la Fondation correspondent à des charges de loyers et charges locatives.